



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL**  
**DE SECURITE**



Distr.  
GENERALE  
S/12221  
29 octobre 1976  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 27 OCTOBRE 1976, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU LESOTHO AUPRES DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur, d'ordre de mon premier ministre, le Très Honorable chef Leabua Jonathan, de vous transmettre et, par votre intermédiaire, de transmettre aux membres du Conseil de sécurité la communication suivante :

"Monsieur le Président,

Je vous écris au sujet de la situation qui empire en Afrique du Sud. Les événements tragiques dont ce pays a été le théâtre au cours des quatre derniers mois et du fait desquels des centaines d'Africains ont perdu la vie et des milliers ont été blessés montrent une fois de plus que la situation qui existe en Afrique du Sud représente une menace directe contre la stabilité de l'Afrique australe et la paix dans le monde.

Depuis que la police sud-africaine est intervenue contre la manifestation pacifique des écoliers de Soweto en juin dernier, le Gouvernement de l'Afrique du Sud réagit d'une manière encore plus répressive aux justes et légitimes protestations de la majorité de la population contre le malfaisant système de l'apartheid. Le fait que la population africaine d'Afrique du Sud continue à manifester en faveur de la justice prouve sa détermination et la légitimité de ses exigences.

Le nombre de morts augmente pratiquement chaque semaine. La liste des morts et des blessés s'allonge avec chaque manifestation en faveur des droits fondamentaux de l'homme. Chez les peuples civilisés, les obsèques sont considérées comme une occasion solennelle de témoigner du respect au défunt. Au cours des deux dernières semaines, des agents du Gouvernement sud-africain ont profané des obsèques d'Africains tués au cours de manifestations en molestant des personnes qui y assistaient et en provoquant de nouvelles pertes de vies humaines.

Mon gouvernement a suivi l'évolution de cette situation avec une préoccupation toujours croissante. Aujourd'hui, plus que jamais, il incombe à la communauté internationale de prendre des mesures immédiates et positives pour prévenir les conséquences tragiques que pourrait avoir la politique d'apartheid poursuivie par le Gouvernement de l'Afrique du Sud.

Si mon gouvernement reconnaît que certains résultats positifs pourraient être obtenus à la Conférence de Genève sur le Zimbabwe, il lui paraît également évident que la question de l'Afrique australe ne saurait être réglée de façon fragmentaire, mais bien dans son contexte régional.

Il ne faut pas permettre à l'euphorie suscitée en Afrique du Sud par le rôle que joue le gouvernement de ce pays dans le cadre des préparatifs de la Conférence de Genève de masquer les atrocités que les agents de Pretoria commettent quotidiennement à l'encontre de la majorité de la population d'Afrique du Sud.

Au cours des incidents récemment survenus en Afrique du Sud, des ressortissants de mon pays ont été blessés et quelques-uns même ont perdu la vie. Dans la déclaration qu'il a faite à l'Organisation des Nations Unies le 13 octobre, le Ministre des affaires étrangères du Lesotho a clairement fait ressortir la portée et les dimensions des problèmes que les agissements des agents du régime d'apartheid de Pretoria posent à mon gouvernement.

Depuis qu'il a ainsi rendu compte de façon détaillée des difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés, mon pays doit en outre maintenant faire face à de nouveaux problèmes découlant de l'instabilité créée aux frontières du Lesotho. Le ressentiment gronde dans la région chez les habitants du Transkei, qui passent d'un prétendu bantoustan à un autre, exprimant par là leur mécontentement à l'égard des arrangements politiques de ce qu'on appelle maintenant la 'République du Transkei'. Une situation de cette nature ne peut que nuire à la paix et à la stabilité économique dont mon pays jouissait jusqu'à présent.

Dans ces conditions, je me dois de lancer de manière énergique un appel spécial pour demander qu'un appui soit apporté au peuple africain d'Afrique du Sud dans la lutte qu'il mène pour ses droits fondamentaux, ainsi qu'à mon propre pays, qui est devenu une partie intégrante de cette lutte. La communauté internationale a l'obligation claire et inéluctable de prendre des mesures pour libérer l'Afrique du Sud des maux du racisme et du fléau de la guerre. L'Afrique du Sud doit à tout prix être préservée des massacres massifs d'enfants innocents, pacifiques et désarmés du fait de la politique sanglante et meurtrière de Pretoria. Cette tuerie barbare et impitoyable qui a déjà coûté la vie à des centaines d'hommes et de femmes de tous âges et mutilé des milliers d'autres constitue un nouvel exemple criminel de génocide délibéré. Elle devrait inciter la conscience internationale à l'action. C'est aujourd'hui que cette obligation doit être assumée, avant que ne se produise un holocauste racial.

Le Premier Ministre du Royaume  
du Lesotho,

(Signé) Leelua JOBATHA!

S/12221  
Français  
Page 3

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent,  
(Signé) Mooki V. MOLAPO

